

BONAPARTE ET SIEYÈS

**ÉPISODE INÉDIT DE L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION
FRANÇAISE**

PAR GASTON DU FRESNE BE BEAUCOURT

Publié par la *Revue Indépendante*.

LILLE - BÉHAGUE - 1862

Quand Bonaparte, au retour de l'expédition d'Egypte, aborda à Fréjus, le 8 octobre 1799, il trouva à la tête du Directoire Gohier, ministre de la justice après le 10 août et ancien président de la Cour de cassation ; Moulin, général obscur, appartenant, comme Gohier, au parti avancé ; le *pourri* Barras, régicide et thermidorien ; l'ex-abbé Sieyès, et Roger-Ducos, ancien Girondin, pâle satellite de l'astre du Tiers-Etat. Le seul homme important du gouvernement, c'était Sieyès. Est-ce à dire que son nom était redevenu le plus grand nom de France après celui de Bonaparte et qu'il était l'un des deux grands personnages du temps ?¹ Il y aurait là, ce me semble, quelque exagération. En admettant qu'en France une réputation de profondeur est ce qui produit le plus d'effet après une grande réputation militaire², il est impossible de méconnaître qu'au point où les événements en étaient arrivés en 1799, les idéologues devaient céder la place aux hommes d'épée. Leur rôle était achevé ; il ne leur appartenait pas de démêler les fils d'un écheveau que le sabre seul pouvait trancher.

On le vit bien quand le général Bonaparte apparut, couvert des lauriers du Mont-Thabor et d'Aboukir. Des cet instant, chacun s'effaça, lui seul remplit la scène. Le dieu commençait à paraître et les adorateurs s'empresaient autour de lui. Sieyès ne se montra pas dès l'abord parmi eux. Une aversion réciproque animait le directeur et le général. A un dîner chez Gohier, président du Directoire, où ils se rencontrèrent, ils ne s'adressèrent pas la parole : *Avez-vous vu ce petit insolent ?* dit Sieyès, *il n'a pas même salué le membre d'un gouvernement qui aurait dû le faire fusiller.* Et Bonaparte, non moins furieux, de s'écrier : *Quelle idée a-t-on eue de mettre ce prêtre au Directoire ? Il est vendu à la Prusse, et, si l'on n'y prend garde, il vous livrera à elle*³.

Pourtant, les deux puissances se rapprochèrent et ne tardèrent pas à concourir au même but le renversement du Directoire. On les vit d'accord au 18 brumaire, et Sieyès forma, avec Bonaparte et Roger-Ducos, le consulat provisoire qui inaugura la nouvelle ère.

Qu'y avait-il au fond de cette boutade de Bonaparte ? Sieyès était-il vendu à la Prusse et voulait-il lui livrer la France ?

Un écrivain qu'on ne peut s'abstenir de citer quand on s'occupe de l'histoire de cette époque, M. Thiers, rejette bien loin cette supposition.

Sieyès, dit-il en parlant de la dissolution de la Société jacobine du Manège prononcée par le Directoire, *Sieyès fut traité cruellement. Ce prêtre perfide, disaient les journaux patriotes, a vendu la République à la Prusse. Il est convenu avec cette puissance de rétablir la monarchie en France et de donner la couronne à Brunswick. Ces accusations n'avaient d'autre fondement que l'opinion bien connue de Sieyès sur la Constitution, et son séjour en Prusse.* Il répétait en effet tous les jours que les brouillons et les bavards rendaient tout gouvernement impossible ; qu'il fallait concentrer l'autorité ; que la liberté pouvait être compatible même avec la monarchie, témoin l'Angleterre ; mais qu'elle incompatible avec cette domination successive de tous les partis. On lui prêtait même cet autre propos : *Que le nord de l'Europe était plein de princes sages et*

¹ M. Thiers, *Histoire de la Révolution française*, 13e édit., t. X, p. 70 et 186. M. Thiers se complaît à surfaire la valeur de Sieyès, car on trouve encore la phrase suivante dans son *Histoire du Consulat* (t. I, p. 7) : *Si la révolution française avait dû avoir un Solon ou un Lycurgue, M. Sieyès était digne de l'être.*

² M. Thiers, *Histoire de la Révolution française*, 13e édit., t. X, p. 70.

³ M. Thiers, *Histoire de la Révolution française*, 13e édit., t. X, p. 346.

*modérés qui pourraient, avec une forte Constitution, faire le bonheur de la France. Ces propos, vrais ou faux, suffisaient pour qu'on lui prêtât des complots qui n'existaient que dans l'imagination de ses ennemis*¹.

Un document inédit, que nous avons entre les mains, vient éclairer cette question. A l'aide de ce document et de quelques autres témoignages, nous arriverons peut-être à une solution.

Quand Sieyès fut envoyé, en juin 1798, à Berlin comme ambassadeur, il s'y rendit avec des vues qui avaient déjà perçu lors de la mission qu'il avait remplie en Hollande, avec Rewbell en 1798. Un parti, dit M. Capefigue dans une curieuse étude sur Sieyès à laquelle nous ferons de nombreux emprunts², un parti s'était formé en France qui soutenait qu'une certaine forme monarchique devait se couronner par le choix d'un prince étranger, comme avaient fait les États-Généraux de Hollande pour la maison d'Orange, et ce parti s'était tourné vers la Prusse et le choix d'un prince de la maison de Brunswick. Sieyès aurait appartenu à ce parti. Le conventionnel qui rejeta l'appel au peuple et vota *la mort*, sans sursis³, le futur président du Directoire qui, dans un discours officiel devait prononcer ces paroles : *La royauté ne se relèvera jamais ; on ne verra plus ces hommes qui se disaient délégués du ciel pour opprimer avec plus de sécurité la terre, etc.*,⁴ en était, à ce qu'il paraît, secrètement revenu à ses idées d'autrefois ; il pensait, comme en 1791⁵, que le gouvernement monarchique mérite une préférence absolue, parce qu'on y rencontre dans tous les cas plus de liberté personnelle qu'au sein des républiques. Et c'était le généralissime des armées coalisées contre la France, le rédacteur du manifeste qui souleva dans son sein une si légitime indignation, que le régicide Sieyès aurait songé à placer sur le trône.

Un écrivain contemporain, l'ex-bénédictin Gallais, écrit à ce sujet :

*Le bruit public était en Allemagne que M. Sieyès avait écrit au duc de Brunswick, pour lui offrir, au nom de la nation, la couronne de France. Celui-ci reçut la lettre, la lut, et la rendant au courrier, dit avec beaucoup de dignité : On s'est trompé d'adresse : c'est à Mitau (résidence de Louis XVIII) qu'il faut porter cette lettre*⁶.

Malgré l'assertion contraire de M. Thiers, Sieyès ne fut pas accueilli à Berlin avec défaveur. Son passé révolutionnaire n'était point un crime pour un prince philosophe qui n'avait aucune répugnance pour la révolution française et avait traité avec ses agents en Belgique⁷. D'un autre côté, les projets de Sieyès avaient percé à Berlin et on comptait bien les exploiter. Il arrivait avec ses plans constitutionnels aussi bien qu'avec ses désirs monarchiques. Il avait déjà, en poche cette Constitution qu'il servit à Bonaparte après le 18 brumaire, et qui est parfaitement caractérisée dans les lignes suivantes de M. Capefigue : *Des pouvoirs qui s'annulent entre eux, des autorités qui se surveillent et s'absorbent*

¹ *Histoire de la Révolution française*, t. X, p. 274-275.

² *Biographie universelle* de Michaud, t. LXXXII, p. 222.

³ *Liste comparative des cinq appels nominaux, etc.*, Paris, 1793, in-8°, p. 21.

⁴ *Histoire de France depuis le règne de Louis XVI jusqu'à l'année 1825*, par l'abbé de Montgaillard, t. V, p. 222.

⁵ *Moniteur* du 6 juin, art. cité par Montgaillard, *l. c.*

⁶ *Histoire du Dix-huit brumaire et de Buonaparte*, par M. Gallais, première partie, 2e édition, p. 117, note.

⁷ Capefigue, *Biographie universelle* de Michaud, t. LXXXII, p. 222.

mutuellement ; un pouvoir qui a une tête, mais une tête impuissante ; des bases, mais qui ne reposent sur rien. Le *grand-électeur, ce roi fainéant, ce cochon à l'engrais*, comme le qualifiait Bonaparte, avec sa crudité de langage, dans les discussions préliminaires de la Constitution de l'an VIII, devait convenir à la Prusse, et servait bien de cadre au prince allemand qui devait figurer sur la toile. Il est certain, dit M. Capefigue, que la cour de Prusse fut très-frappée de cette idée si elle n'osa se prononcer pour l'alliance offensive et défensive que proposait l'abbé Sieyès, elle garda au moins la neutralité.

Sieyès ne séjourna pas longtemps en Prusse. Nommé directeur, il prit congé du roi Frédéric-Guillaume, qui eut avec lui un long entretien. Le 20 prairial an VIII (8 juin 1799), il était installé au Luxembourg. Il revenait infatué de ce qu'il venait de voir en Prusse, et sans doute aussi des plans qu'il avait arrêtés. Dans le sein du Directoire il ne cessait de dire à ses collègues : *Ce n'est point ainsi qu'on fait en Prusse.* — *Enseignez-nous donc, lui répondait-on, comment on fait en Prusse ; éclairez-nous de vos avis et aidez-nous à faire le bien.* — *Vous ne m'entendriez pas,* répliquait Sieyès ; *il est inutile que je vous parle ; faites comme vous avez coutume de faire*¹.

Cinq mois après, Sieyès siégeait comme consul provisoire entre Bonaparte et Roger-Ducos. Au lendemain du 18 brumaire, il gardait toutes ses illusions². *Qui de nous présidera ?* dit-il à Roger-Ducos à la première séance de la Commission consulaire. *Vous voyez bien,* lui répondit malignement son collègue, *que c'est le général qui préside.* Sieyès crut sans doute que Bonaparte l'entendrait mieux que ses collègues du Directoire, et, au bout de peu de jours, il se ménagea avec lui un entretien pour lui exposer ses plans.

Nous reproduisons textuellement le document qui rapporte la conversation des deux consuls.

SIEYÈS. — Citoyen général, avez-vous pensé que vous et moi avons à remplir une grande tâche en ce moment : celle de fermer le cratère de nos révolutions et d'assurer enfin les destins de la France ?

BONAPARTE. — Mais, citoyen directeur, qui plus que vous a médité cette importante question, et qui pourrait mieux que vous entreprendre cette grande œuvre ?

SIEYÈS. — L'expérience est un grand maître. Elle nous a prouvé que nous nous sommes tous trompés depuis 1789.

BONAPARTE. — Je suis de votre avis et la distance que nous avons parcourue est tellement grande qu'il nous serait impossible maintenant de remonter au point de départ.

SIEYÈS. — Oui, mais les Français ont peu de goût pour les formes républicaines ; leurs mœurs, leurs habitudes sont toutes monarchiques. Quand la république s'éteignit à Rome, elle n'avait que cinq millions de citoyens ; nous en possédons vingt-cinq millions ils ne s'entendront jamais. Je crains que tôt ou tard, nous

¹ M. Thiers, *Histoire de la Révolution française*, t. X, p. 222.

² Nous nous éloignons ici de M. Capefigue, qui dit que, n'ayant pas été suffisamment honoré à Berlin pour remettre la France entre les mains d'un stathouder de la maison de Brunswick, Sieyès chercha un nouveau chef dans les armées françaises.

ne soyons obligés d'opérer un retour vers le principe monarchique.

BONAPARTE. — C'est aussi ma manière de voir.

SIEYÈS. — D'accord, général. Mais vous sentez comme moi qu'il ne peut plus être question parmi nous de l'ancienne dynastie, dont nous avons immolé le chef et dont nous aurions à redouter les vengeances, ainsi que celles de ses anciens et zélés serviteurs.

BONAPARTE. — Assurément.

SIEYÈS. — Ce principe posé, il nous est impossible de jeter les yeux au milieu de nous. Le Français, beaucoup plus amoureux de l'égalité qu'il ne l'est de la liberté, ne reconnaîtrait jamais un maître pris dans ses rangs. Le temps est passé où nos pères élevaient l'un d'entre eux sur le pavois. Il est d'ailleurs un prestige indispensable attaché aux anciennes races des maisons régnantes ce sera une base indestructible en faveur de notre nouvel édifice.

BONAPARTE. — Parfaitement d'accord mon cher collègue. Je vois que vous avez envisagé cette grande question avec cette profondeur de vues dont vous avez donné tant de preuves depuis 1789. Mais tous les souverains de l'Europe ont horreur de nous et des principes que nous avons consacrés. Quelle sera donc la famille couronnée dans laquelle vous irez chercher, avec son consentement, le chef de la quatrième dynastie que vous donneriez ainsi à la France ?

SIEYÈS. — Vous comprendrez, général, que cette prévision n'a pas été pour moi la pensée d'un jour. Je l'ai profondément méditée pendant le cours de mon séjour à Berlin. Maintenant que les anciennes relations de parenté et de triple alliance établies par Louis XIV sont anéanties pour toujours c'est dans le sein d'une famille qui ne s'est jamais alliée aux Bourbons, et en dehors du catholicisme romain qu'il faut que la France aille chercher un monarque et une grande alliance qui sera son appui et la fera rentrer dans le concert européen. Nulle maison régnante autre que celle de Prusse ne peut nous offrir à la fois plus de garanties et un prince plus éclairé, philosophe, guerrier, encore dans la force de l'âge, formé à l'école du grand Frédéric. Je vous parle de Son Altesse Sérénissime le duc de Brunswick. Tout a été arrangé à cet égard, avant mon départ de Berlin, entre lui, le roi Frédéric-Guillaume et moi. Je n'ai plus qu'à écrire un mot ; puis ensuite, vous et moi nous aurons à prendre nos mesures, et c'est pour les appuyer, s'il survenait nécessité, que depuis six semaines quatre-vingt mille Prussiens sont réunis sous les ordres du feld-maréchal Mollendorff, dans le comté d'Osnabruck ; en quatre jours, ils seraient à nos frontières.

BONAPARTE. — C'est très-bien je pense qu'à la suite de la terrible crise que la France a éprouvée depuis sept ans, et à l'aide du besoin de repos qu'elle ressent, nous rencontrerons peu de difficultés à faire réussir cet immense projet, qui assurera pour

toujours à la France la prépondérance qu'elle avait sous Charlemagne, fera de la Prusse son satellite et privera l'Autriche de l'influence qu'elle exerce depuis Maximilien. Mais, pour le succès d'un si grand projet dont vous possédez tous les fils il faut garder un secret inviolable. Je vous réponds de la discrétion de Duroc, mon premier aide-de-camp. Préparez dans la journée vos dépêches ; il viendra les chercher, ainsi que vos instructions verbales, à onze heures du soir. Je vais lui ordonner de faire ses préparatifs de départ et d'aller se faire délivrer un passeport pour Berlin par le ministre des relations extérieures. Il pourra être de retour dans dix jours. D'ici là, nous aviserons à tout ce qui sera nécessaire pour assurer les destinées de la France, les nôtres propres, et celles des hommes qui, par leurs talents, ont influé sur les événements qui se sont accomplis depuis sept ans.

Ces bases ainsi arrêtées, continue la relation que nous avons sous les yeux, les deux consuls se séparèrent, parfaitement d'accord en apparence, mais se trompant réciproquement, chacun d'eux conservant l'espoir de posséder exclusivement la direction gouvernementale. A onze heures du soir, Duroc vint recevoir les dépêches et les instructions de Sieyès. Puis il sortit de Paris par une barrière, y rentra par une autre, et vint s'enfermer pendant quinze jours dans l'hôtel de la rue de la Victoire, qu'occupait encore Mme Bonaparte¹. Quant au général-consul, il employa activement ces quinze jours à assurer son autorité ; il fit entrer dans Paris des régiments qui lui étaient dévoués, et se fit adresser des félicitations par les divers corps d'armée, qui accueillirent avec enthousiasme ce pouvoir nouveau, sorti de leur sein.

Pendant les quelques jours qui s'écoulèrent à la suite du départ simulé de Duroc, il y eut peu de relations entre les deux rivaux : Bonaparte, fort préoccupé, semblait toujours les éviter. Enfin, ses mesures étant prises et le moment venu de rompre toute dissimulation, il répondit à Sieyès, qui l'interrogeait relativement à la mission de Duroc :

Monsieur Sieyès, si j'eusse dit la messe en 1790, je la dirais encore en 1799. Rentrez dans l'obscurité d'où vous n'eussiez jamais dû sortir, et souvenez-vous que j'ai entre les mains des pièces qui prouveraient à la France que vous êtes un traître et que vous avez voulu la soumettre au joug de l'étranger².

¹ Duroc se rendit en effet à Berlin, mais un peu plus tard et pour le compte personnel de Bonaparte. (V. *Hist. du Consulat et de l'Empire*, de M. Thiers t. I, p. 63 et 167).

² Il ne sera pas hors de propos de rapporter ici le passage suivant de *l'Histoire du Dix-huit brumaire*, de Gallais. On y retrouve un écho affaibli de l'anecdote que nous venons de raconter :

Parlant un soir, et d'un air indifférent, du projet d'aller habiter les Tuileries Buonaparte demanda à Sieyès ce qu'il pensait de ce projet.

— Je craindrais, répondit celui-ci, que le souvenir du 10 août ne vous y poursuivit.

— Si j'avais été roi au 10 août, reprit l'autre, je le serais encore aujourd'hui et je voudrais encore dire la messe, si j'avais été prêtre en 1789.

Le lendemain de ce propos, tous les portraits de Sieyès comme législateur, comme directeur et comme consul, disparurent de chez tous les marchands d'estampes, et l'on ne vit plus, à leur place, que des Sieyès en costume d'abbé.

Ainsi s'explique la rupture de Bonaparte et de Sieyès, bien mieux que par des susceptibilités d'auteur qu'aurait froissées la brusque franchise du général¹. Le futur empereur prit de la Constitution de l'ex-abbé ce qu'il voulut et le congédia ensuite poliment en lui faisant donner le château et la terre de Crosne, confisqués sur le duc de Brancas. L'épigramme suivante, due au poète Lebrun, courut alors :

Sieyès à Buonaparte a fait présent d'un trône,
Sous ses débris pompeux croyant l'ensevelir.
Buonaparte à son tour lui fait présent de Crosne,
Et l'enrichit pour l'avilir.

FIN DE L'OPUSCULE

Une autre fois, il s'agissait de consulter le roi de Prusse sur la nouvelle Constitution que l'on voulait nous donner ; Sieyès offrit sa plume pour écrire la lettre, et Buonaparte présenta Duroc pour la porter. La lettre fut écrite : Buonaparte la lut avec attention et la mit dans sa poche sans rien dire. Que faites-vous donc ? s'écria Sieyès d'un air étonné. Je garde votre lettre, répondit Buonaparte, pour en faire votre cour aux républicains. Et depuis ce temps-là, les républicains restèrent convaincus que Sieyès voulait mettre sur le trône un duc de Brunswick. (p. 116-117.)

¹ V. M. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. I, p. 93.